

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 31/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMERYS PCC France (ex Solvay SF ex-CCP)

Route d'Arles
salin de giraud
13129 Arles

Références : D-00088-2024/LRAR N°1A 194 569 0777 1
Code AIOT : 0006400913

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement IMERYS PCC France (ex Solvay SF ex-CCP) implanté Route d'Arles salin de giraud 13129 Arles. L'inspection a été annoncée le 02/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des visites annuelles de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS PCC France (ex Solvay SF ex-CCP)
- Route d'Arles salin de giraud 13129 Arles
- Code AIOT : 0006400913
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site fait partie de la branche PCC (Precipitate Carbonate calcium - carbonate de calcium précipité) du groupe IMERYS.

Il emploie 62 personnes selon un cycle de travail en 5x8.

Le site existe depuis 1897 et était exploité par SOLVAY. A l'époque, il était une soudière pour la fabrication de savon de Marseille.

Actuellement, l'usine est spécialisée dans la fabrication de Carbonate de Calcium Précipité (CCP), décomposée en :

- Réception et traitement (lavage et criblage) de graves calcaires,
- Fabrication de lait de chaux (four à chaux puis hydratation),
- Précipitation des laits, puis séchage du pulvérulent,
- Ensachage et expédition

Le site a une capacité annuelle de production de 44 000 tonnes .

Les applications des produits PCC sont variées : plastisol (adjuvant de peinture de bas de caisse de voitures), mastics et PVC rigides , peintures, papier à cigarette...

Les produits finis sont expédiés soit en big bag, en sacs de 25Kg ou en citerne vrac.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- ✓ les suites données à l'inspection précédente
- ✓ la surveillance de la qualité des rejets aqueux
- ✓ les contrôles périodiques réglementaires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance de la qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, article 4.3.9.1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	contrôle Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	prévention de la légionellose	Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, article 8.2.10	Sans objet
3	les contrôles réglementaires périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
4	les contrôles réglementaires périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

IMERYS PCC dispose d'une bonne maîtrise en matière de suivi des vérifications réglementaires et de mise en conformité sauf en ce qui concerne les dispositifs de protection contre la foudre des installations. Ce point doit être amélioré.

L'exploitant doit également poursuivre le travail engagé visant au respect des valeurs limites d'émissions de ses rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de la qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des effluents industriels épurés dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites définies ci-dessous. □
Constats : IMERYS déclare ses autosurveillances pour la qualité de ses rejets aqueux sous GIDAF. Plusieurs dépassements des valeurs limites d'émissions (VLE) sont identifiées en 2023 par l'inspection. Ils concernent les paramètres suivants: T°, N total et DCO. Selon l'exploitant, l'azote vient de l'utilisation d'ammoniac liquide pour l'enrobage (N pas fixé). Il est envisagé comme mesure corrective, une utilisation de la soude en remplacement de l'ammoniac . Concernant le paramètre température, l'exploitant indique qu'il est difficile de respecter le critère des 30°C compte tenu des températures du Rhône. Les dépassements observés de quelques °C pourraient être résolus en améliorant le recyclage interne des eaux qui devrait permettre une utilisation des calories avant rejets et donc un respect de la VLE y compris en période estivale. Enfin concernant le paramètre DCO, l'inspection note qu'il s'agit de dépassements très ponctuels (généralement d'un jour ou deux) en flux (par exemple le 08/06/2023 avec un flux mesuré à 259 kg/j pour une limite à 200 kg/j ; concentration moyenne journalière mesurée à 67,5 mg/l pour une VLE fixée à 100 mg/l). L'inspection demande à être tenue informée des actions mises en œuvres et des résultats obtenus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : prévention de la légionellose

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, articles 8.2.5 et 8.2.10

Thème(s) : Risques chroniques, prévention de la légionellose

Prescription contrôlée :

ARTICLE 8.2.5. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

L'installation est maintenue propre et dans un bon état de surface pendant toute la durée de son fonctionnement.

L'installation de refroidissement est vidangée, nettoyée et désinfectée :

- avant la remise en service de l'installation de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé ;
- et en tout état de cause au moins une fois par an.

Un plan de surveillance destiné à s'assurer de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection de l'installation est défini à partir des conclusions de l'analyse méthodique des risques menée conformément aux dispositions prévues ci-dessus. Ce plan est mis en œuvre sur la base de procédures formalisées.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, de ses performances par rapport aux obligations réglementaires et de ses effets sur l'environnement.

La fréquence des prélèvements et analyses des *Légionella* specie selon la norme NF T90-431 est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

Si, pendant une période d'au moins 12 mois continus, les résultats des analyses mensuelles sont inférieurs à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, la fréquence des prélèvements et analyses des *Légionella* specie selon la norme NF T90-431 peut être au minimum trimestrielle.

Si un résultat d'une analyse en légionelles est supérieur ou égal à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, ou si la présence de flore interférente rend impossible la quantification de *Légionella* specie, la fréquence des prélèvements et analyses des *Légionella* specie selon la norme NF T90-431 est de nouveau au minimum mensuelle.

Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative de celle en circulation dans le circuit et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Ce point de prélèvement, repéré par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant de façon à faciliter les comparaisons entre les résultats de plusieurs analyses successives.

ARTICLE 8.2.10. TRANSMISSION DES RESULTATS DES ANALYSES

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en légionelles sont adressés par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées sous forme de bilans annuels.

Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements du seuil de 1000 unités formant colonies par litre d'eau en *Légionella* specie ;
- les actions correctives prises ou envisagées ;
- les effets mesurés des améliorations réalisées.

Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'Inspection des Installations classées pour le 30 avril de l'année N.

Constats :

IMERYS déclare correctement ses autosurveillances 'légionelles ' dans GIDAf pour ses deux tours aéroréfrigérantes.

Les résultats consultés sur l'année 2023 sont conformes avec des niveaux en *Legionella pneumophila* < 1000 UFC.

Les équipements sont très récents et bien entretenus.

L'inspection rappelle toutefois qu'un bilan annuel doit être établi

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : les contrôles réglementaires périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, contrôles réglementaires périodiques
<p>Prescription contrôlée : Installations électriques.</p> <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, le rapport de contrôle Q18 APAVE 2022 a été consulté. Il fait mention d'une installation conforme ne présentant pas de risque incendie. Le rapport de vérification annuelle de l' APAVE du 20/01/23 a été consulté . Le rapport fait état des non-conformités levées au 27/09 avec 140 NC traitées . Elles concernent des Contrôleurs Permanents d'Isolement (CPI) défaillants, des fils nus, des dispositifs de protection des personnes défaillants. Il s'agit des non-conformités identifiées prioritaires. Un fichier de suivi des travaux à réaliser est suivi et tenu à jour par l'équipe « amélioration continue ». La vérification Q19 en interne IMERYS était réalisée auparavant mais va être reprise en sous-traitance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : les contrôles réglementaires périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, contrôles réglementaires périodiques
<p>Prescription contrôlée : .</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations</p>

classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Concernant les équipements liés à la défense contre l'incendie, l'exploitant fait vérifier ses équipements par la société DESAUTEL concernant les débits des poteaux incendies, les extincteurs et RIA, la centrale incendie.

DESAUTEL s'occupe aussi du remplacement des équipements défaillants et des travaux sur ces mêmes équipements .

Les périodicités de contrôles sont respectées et les non-conformités relevées font l'objet d'actions adaptées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : contrôle Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, foudre

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

Constats :

Il a été consulté le rapport annuel de vérification des équipements de prévention contre la Foudre (rapport APAVE rapport du 21/12/2022).

Plusieurs non-conformités (NC) sont identifiées :

1 NC sur absence d'interconnexion tête de câble France telecom

1NC : caractérisation du parafoudre ss sol
1 NC : absence de protection des onduleurs
1NC bat chaufferie

Les NC ne sont actuellement pas traitées mais mériteraient d'être aussi prises en compte .
A noter qu'il manque des parafoudres sur certains équipements.

L'inspection demande à l'exploitant un plan d'action efficace sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois